



**PRÉFET  
DE LA ZONE  
DE DÉFENSE  
ET DE SÉCURITÉ  
SUD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général**

**de la zone de défense et de sécurité Sud**

Secrétariat général pour l'administration  
du ministère de l'intérieur Sud

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DES FINANCES

BUREAU DE LA COMMANDE PUBLIQUE ET DES ACHATS

Marché passé selon l'appel d'offres ouvert pour

**Mission de maîtrise d'oeuvre relative à la réhabilitation de  
la caserne de gendarmerie Fouque à Lodève (34)**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

Référence publique : SGAMISUD- AOO-2025-05-32

# Sommaire

1	Objet du marché – Dispositions générales.....	4
1.1	Objet du marché.....	4
1.2	Eléments de mission.....	4
1.3	Durée du marché et délai d'exécution.....	5
1.4	Les intervenants.....	6
1.5	Représentation des parties.....	7
1.6	Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	7
2	Pièces contractuelles.....	9
3	Modalités générales d'exécution du marché.....	9
3.1	Informations réciproques des co-contractants.....	9
3.2	Clause de confidentialité et protection des données personnelles.....	10
3.3	Clause sociale : clause obligatoire de promotion de l'emploi.....	10
3.3.3	Les modalités de mise en œuvre.....	13
3.3.4	Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses d'insertion.....	13
3.3.5	Les modalités de contrôle.....	14
3.3.6	La globalisation des heures sociales.....	14
3.3	Mesures de confidentialité.....	16
4	Réalisation des prestations.....	16
4.1	Conditions de réalisations des prestations.....	16
4.2	Présentation et vérifications des prestations du maitre d'œuvre.....	17
4.3	Ordres de service délivrés par le maître d'ouvrage.....	20
4.4	Avenant négocié avec le maître d'ouvrage.....	21
4.5	Ordres de service délivrés par le maitre d'œuvre.....	21
5	Rémunération du Maitre d'œuvre.....	21
5.1	Caractère forfaitaire du marché.....	21
5.2	Etablissement du forfait provisoire de rémunération.....	22
5.3	Passage au forfait définitif de rémunération.....	22
5.4	Modalités de révision.....	22
6	Engagement du maitre d'œuvre.....	23
6.1	Engagement de la maîtrise d'œuvre sur le coût de l'opération.....	23
7	Pénalités.....	25
7.1	Pénalités de retard applicables à la maîtrise d'œuvre.....	25
7.2	Pénalités en cas de non-respect des dispositions du code de travail sur le travail dissimulé.....	26
8	Règlement des comptes au maître d'œuvre.....	27
8.2	Avance.....	27
8.3	Acomptes.....	27
8.4	Le solde.....	28
8.5	Dématérialisation du paiement des acomptes via le service EDIFLEX.....	28
8.6	Délai de paiement.....	30
8.7	Modification des coordonnées.....	30
9	Obligations du titulaire.....	30
9.1	Assurances.....	30
9.2	Conduite des prestations par une personne nommément désignée.....	31
9.3	Devoir d'information et de conseil.....	31
9.4	Mission du mandataire du groupement.....	31
9.5	Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption.....	32
9.6	Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	33
9.7	Redressement ou liquidation judiciaire.....	33
10	Fin du contrat.....	33

10.1	Achèvement de la mission de maîtrise d'œuvre.....	33
10 .2	Arrêt de la mission de maîtrise d'œuvre.....	33
10.3	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	33
10.4	Utilisation des résultats.....	33
11	Droit et langue.....	34
12	Dérogations aux CCAG applicables à l'opération.....	34

# 1 Objet du marché – Dispositions générales

## 1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières concernent une mission de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du bâtiment 750/751 avec la construction de logements et de garages, l'aménagement de places de stationnement et la reprise des voiries et des réseaux divers.

Lieu d'exécution :

Caserne de Gendarmerie Fouque  
366 Boulevard du Général Leclerc  
34 700 Lodève.

Le marché de maîtrise d'œuvre est conclu entre :

La personne publique, à savoir le ministère de l'intérieur représenté par le préfet de la zone de défense et de sécurité sud, dénommée « Maître d'ouvrage » dans les divers documents, d'une part,

Et le titulaire du marché dénommé « maître d'œuvre » dans les divers documents, d'autre part.

## 1.2 Éléments de mission

Le présent contrat est soumis au livre IV du code de la commande publique (partie réglementaire et partie législative) relatif aux dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre.

La mission de maîtrise d'œuvre est établie conformément à l'article L.2431-2 du Code de la commande publique et aux articles suivants dudit code :

### **MISSION DE BASE :**

- Études d'avant-projet sommaire (APS) ;
- Études d'avant-projet définitif (APD) / dépôt permis de construire ,
- Étude de projet (PRO) ;
- Élaboration du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) ;
- Assistance au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (AMT) ;
- Examen de la conformité au projet des études d'exécution des entreprises et leur visa (VISA) ;
- Direction de l'exécution des marchés publics de travaux (DET) ;
- Assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR).

### **MISSION COMPLEMENTAIRE :**

- Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI) ;
- Ordonnancement Pilotage et Coordination (OPC) ;
- Diagnostic ;
- Gestion des Certificats d'Economie d'Energies.

Le maître d'œuvre devra également s'engager à intégrer dans son offre :  
- des actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement de l'intégration de matières recyclées et du recyclage,  
- les moyens pour assurer les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables.

Nomenclature applicable (code CPV):

Le code CPV correspondant aux prestations objet du marché est :

**71240000-2 : Service d'architecture, d'ingénierie et de planification**

### **1.3. Durée du marché et délai d'exécution**

---

Le marché est exécutoire à compter de sa notification au titulaire par ordre de service et jusqu'à l'exécution complète des prestations (garantie de parfait achèvement (GPA) comprise).

A titre indicatif, la durée prévisionnelle du présent marché est de 50 mois, soit 38 mois d'études et travaux ainsi que 12 mois de GPA.

Les délais d'exécution pour chaque phase seront les suivants :

PHASES MOE	Durée en mois	Durée en semaine		Total durée en semaine
		ETUDE MOE	VALIDATION MOA	
Diagnostic		6	4	
APS		5	4	
APD/PC		6	4	
PRO		6	4	
DCE		4	4	
<b>TOTAL APS à DCE</b>	<b>11</b>	<b>27</b>	<b>20</b>	<b>47</b>
<b>ACT/AMT</b> (y compris réalisation dossier marché)		<b>9 semaines</b> : consultation des entreprises + visites du site aux entreprise si nécessaire  <b>6 semaines</b> d'analyse, suivi questions/réponses aux entreprises et rédaction des rapports d'analyse et diffusion au maitre d'ouvrage  <b>1 semaine</b> pour la remise du marché s'il y a lieu	<b>4 semaines</b> : rédaction AAPC  <b>4 semaines</b> d'analyse en parallèle du MOE et relecture des rapport  <b>6 semaines</b> : validation rapport d'analyse (cellule qualité, BCPA)	
<b>TOTAL ACT/AMT</b>	<b>6.5</b>	<b>16</b>	<b>10</b>	<b>26</b>
<b>DET/VISA/AOR</b> dont 2 mois de préparation)	<b>20.5</b>			<b>90</b>
<b>GPA</b>	<b>12</b>			<b>52</b>
<b>Délai Global</b>	<b>50</b>			<b>215</b>

Nota : les délais de validation du maître d'ouvrage sont donnés à titre indicatif.

Compatibles avec un démarrage de travaux en mars 2027.

## 1.4 Les intervenants

### 1.4.1 Maitrise d'ouvrage

Le maître de l'ouvrage est : **L'Etat - Ministère de l'Intérieur**

Le représentant légal du pouvoir adjudicateur est : **Le préfet de la zone de défense et de sécurité sud**

La conduite d'opération est assurée par:

**Le Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Sud**

**299, Chemin de Sainte Marthe – CS 90495**

**Direction de l'Immobilier (DI) – Bureau régional des affaires immobilières Occitanie**

**Délégation Territoriale de Colomiers**

**ZI en Jacca**

**4,chemin de Bordeblanque**

**31776 Colomiers Cedex**

Mme Zelda ANSEL – Chef de projet - Tel : 05.34.55.48.72 / 06.40.91.33.57  
Courriel : [zelda.ansel@interieur.gouv.fr](mailto:zelda.ansel@interieur.gouv.fr)

et

M. Laurent BATAILLE – Adjoint chef de projet - Tel : 04.65.38.61.53 / 06.33.47.13.70  
Courriel : [laurent.bataille@interieur.gouv.fr](mailto:laurent.bataille@interieur.gouv.fr)

#### 1.4.2 Les autres intervenants

##### Contrôleur technique

La mission de contrôle technique sera attribuée ultérieurement, tant en phase conception qu'en phase réalisation, à un bureau de contrôle dont le nom sera alors communiqué au maître d'œuvre en temps utiles. Les missions confiées au Bureau de Contrôle seront précisées et confirmées ultérieurement.

Dans le cadre de son marché, le maître d'œuvre devra fournir au contrôleur technique toutes les informations ou documents nécessaires à l'exercice de la mission de celui-ci et tenir compte des avis de celui-ci.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le contrôleur technique sera soumis au maître de l'ouvrage.

##### Coordinateur en matière de protection et de sécurité de la santé des travailleurs

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sera attribuée ultérieurement, tant en phase conception qu'en phase réalisation, à un coordonnateur dont le nom sera alors communiqué au maître d'œuvre en temps utiles. Les missions confiées au Coordinateur seront précisées et confirmées ultérieurement.

Dans le cadre de son marché, le maître d'œuvre devra fournir au coordonnateur toutes les informations ou documents nécessaires à l'exercice de la mission de celui-ci et tenir compte des avis de celui-ci.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur sera soumis au maître de l'ouvrage.

#### **1.5 Représentation des parties**

---

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

#### **1.6 Désignation de sous-traitants en cours de marché**

---

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu préalablement du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Cependant Il est rappelé qu'en application de l'article L. 2193-3 du code de la commande publique, les prestations suivantes doivent être effectuées directement par l'un des membres du groupement titulaire :

1. Prestations réservées aux architectes conformément à l'article 37 du Code de déontologie des architectes ;
2. Prestations de coordination des membres du groupement ainsi que de direction et de pilotage des travaux ;
3. Prestations de bureau d'études Gros œuvre structure
4. Prestations Bureau d'études Voiries
5. Prestations Bureau d'études Génie Climatique
6. Prestations Bureau d'études Photovoltaïques
7. Prestations Bureau d'études Génie électrique
8. Coordinateur SSI
9. Acousticien
10. Economiste de la construction

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG-MOE le pouvoir adjudicateur notifiera l'acte spécial de sous-traitance au seul titulaire (ou mandataire en cas de groupement) du marché.

En cours d'exécution du marché, la déclaration de sous-traitance **signée du titulaire et du sous traitant**, devra être adressée **simultanément** :

- Par courrier **en original** au :

**Le Secrétariat Général pour l'Administration du ministère de  
l'intérieur sud  
Direction de l'immobilier  
Bureau Régional des Affaires Immobilières Occitanie  
Délégation Territoriale de Colomiers  
ZI en Jacca  
4, chemin de bordeblanque  
31776 Colomiers Cedex**

- Par courriel à : [zelda.ansel@interieur.gouv.fr](mailto:zelda.ansel@interieur.gouv.fr)

et [laurent.bataille@interieur.gouv.fr](mailto:laurent.bataille@interieur.gouv.fr)

Les demandes d'acceptation de chaque sous traitant et de l'agrément de ses conditions de paiement doivent respecter les conditions énumérées à R2193-3 et suivant du CPP.

Le modèle de déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) joint au présent dossier de consultation, devra être utilisé et respecté par le titulaire du marché public.



## 2 Pièces contractuelles

Les documents contractuels du marché sont les suivants et prévalent dans cet ordre de priorité :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières éventuelles ;
- le présent CCAP et ses annexes éventuelles ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;
- le programme incluant le détail de l'enveloppe financière prévisionnelle et affectée aux travaux ainsi que ses éventuelles annexes ;
- le CCAG Maîtrise d'œuvre dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- les éventuelles pièces écrites et graphiques remises par le maître d'ouvrage lors de la consultation ;
- le CCAG Travaux, précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
- les éléments de décomposition de l'offre financière du maître d'œuvre

## 3 Modalités générales d'exécution du marché

### 3.1 Informations réciproques des co-contractants

#### 3.1.1 Informations données par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre pendant l'exécution du marché

Le maître d'ouvrage communique au maître d'œuvre toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'œuvre pour l'exécution de son marché.

Il s'agit notamment :

- de toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire,
- de toute observation ou de tout document adressés directement au maître d'ouvrage par les autres intervenants, tels que gestionnaires réseaux (eau, assainissement, électricité, gaz, téléphone, fibre optique)

Si au cours de l'exécution du présent marché, le maître d'œuvre constate que certains documents fournis par le maître d'ouvrage comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions, il l'en informe.

#### 3.1.2 Informations données par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage

Le maître d'œuvre communique au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître

d'ouvrage.

### **3.2 Clause de confidentialité et protection des données personnelles**

---

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel et/ou personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement et à la protection des données à caractère personnel auxquelles elles ont éventuellement accès pour les besoins de l'exécution du contrat conformément à l'article du CCAG applicable.

Le titulaire considère comme strictement confidentiels, et couverts par le secret professionnel, toute information, document ou donnée dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion du présent marché.

A ce titre, le titulaire s'interdit de divulguer tout élément et s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité de ces données.

Le titulaire s'engage notamment à :

- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celle spécifiées au présent marché ;
- Ne pas communiquer ces documents et informations à d'autres personnes morales ou non ; privées ou publiques, que celle qui ont qualité pour en connaître, à savoir le pouvoir adjudicateur ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter le marché ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques pendant toute la durée d'exécution du marché ;
- A informer le personnel de son obligation de discrétion et de sécurité ;
- A prendre toutes les mesures nécessaires visant à assurer la sécurité des informations et des documents pendant l'exécution des prestations et ce, jusqu'à la date de destruction des données.

Pour l'application de la présente clause, le titulaire répond de ses salariés, ainsi que des éventuels sous-traitants, ou co-traitants français ou étrangers comme de lui-même.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute démarche qui lui paraîtrait utile afin de vérifier le respect de ses obligations tant pas le titulaire que par les sociétés sous-traitantes.

En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit sans indemnité par le pouvoir adjudicateur sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

### **3.3 Clause sociale : clause obligatoire de promotion de l'emploi**

---

Le département de l'Hérault, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions des articles L. 2111-1,

L. 2111-3, L. 2112-2 à L. 2112.4 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique une clause obligatoire d'insertion et de promotion de l'emploi dont le détail est indiqué au sein du présent CCAP.

Cette consultation comporte des conditions particulières d'exécution visées par les articles L2112-2 à L2112-4 du Code de la commande publique.

Le SGAMI Sud a pris en compte la dimension développement durable dans la définition du besoin de ce marché au sens de l'article L2111-1.

Le SGAMI Sud, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions des articles L. 2111-1, L. 2111-3, L. 2112-2 et L. 2112.4 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable aux marchés identifiés ci-après.

Chaque entreprise qui se verra attribuer un de ces lots, devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

**Attention, les candidats ne sont pas autorisés à formuler, dans leur offre, des réserves sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. Une offre qui ne satisferait pas à cette condition sera déclarée irrégulière, au motif du non-respect du cahier des charges.**

### 3.3.1 Insertion par l'activité économique

L'entreprise attributaire réalisera une **action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.**

Cette article du CCAP établit les engagements de l'entreprise en termes de clause sociale d'insertion.

Dans le cas présent, il s'agit d'une clause sociale d'insertion qui sera condition d'exécution **obligatoire**, et pour laquelle l'entreprise, sur la durée totale du marché, devra mettre à l'emploi des personnes relevant de l'insertion (définies ci-dessous) sur le volume d'heures minimal ci-dessous :

<b>Lot</b>	<b>Libellé du marché</b>	<b>Nombre d'heures d'insertion à réaliser</b>
Lot unique	Mission de maîtrise d'oeuvre relative à la réhabilitation de la caserne de gendarmerie Fouque à Lodève (34)	900 heures minimum sur la phase de maîtrise d'œuvre

### 3.3.2 Les publics éligibles au dispositif de la clause sociale

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes, éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent notamment de l'une des catégories suivantes :

#### Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :

- Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;
- Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
  - Mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI),
  - Salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;
- Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

#### Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage dans les 18 derniers mois et ayant travaillé moins de 420h dans les 12 derniers mois d'inscription ou 610h dans les 18 derniers mois) ;
- Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
  - Sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
  - Diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
- Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif garantie jeunes ;

- Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé des Services pour l'Emploi, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion. Tous les publics devront donc être validés par le Facilitateur mentionné au paragraphe 4 **AVANT leur mise à l'emploi**. Le facilitateur est le seul à pouvoir garantir la comptabilité des heures d'insertion réalisées.

### 3.3.3 Les modalités de mise en œuvre

L'attributaire retenu, devra réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous, au choix :

Trois solutions sont proposées aux entreprises attributaires :

- 1<sup>ère</sup> modalité : Le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion par l'activité économique (IAE) ou une structure du secteur du handicap (EA, ESAT)
- 2<sup>ème</sup> modalité : La mise à disposition de salariés. L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir notamment des structures agréées insertion par l'Etat :
  - Une association intermédiaire (AI)
  - Une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI)
  - Un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI)
  - Un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ)
- 3<sup>ème</sup> modalité : L'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché

### 3.3.4 Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses d'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre et le suivi des clauses d'insertion le SGAMI Sud s'appuie sur le facilitateur des clauses sociales du département de l'Hérault pour le suivi de cette clause.

Un dispositif incontournable d'accompagnement et de contrôle des entreprises tout au long de l'opération est mis en place. L'entreprise doit impérativement prendre l'attache de :

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'HERAULT

**Florence GRANDVALET**

Référent Départemental Clauses Sociales

Hôtel du Département

Mas d'Alco

1977 avenue des moulins

34087 Montpellier Cedex 4

04-67-67-77-90

[fgrandvalet@herault.fr](mailto:fgrandvalet@herault.fr)

### 3.3.5 Les modalités de contrôle

Il sera procédé au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A la demande du maître d'ouvrage, le titulaire fournit à échéance régulière tous les renseignements utiles (Nom, prénom, nationalité, date de naissance, adresse, statut d'éligibilité à la clause, niveau d'étude, date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc.) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation. Ne seront comptées que les heures payées.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut, à tout moment, décider à tout moment de faire un point d'étape sur le suivi de la clause avec la ou les entreprises attributaires.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues au paragraphe 7.

Par ailleurs, lorsque le titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il en informe le plus rapidement possible par écrit (courrier, courriel) le facilitateur mentionné au paragraphe 4.

Dans ce cas, le référent clauses sociales désigné par le département l'Hérault étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

### 3.3.6 La globalisation des heures sociales

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et pour faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l'attribution du marché et pendant l'exécution du marché, l'entreprise attributaire du marché peut solliciter, auprès du facilitateur, la globalisation des heures d'insertion au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion, dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur.

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre à l'entreprise, qui s'engage par ailleurs à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés, d'affecter la ou les personne(s) recrutée(s) dans le cadre des clauses, à la réalisation d'une seule des prestations prévues par les différents marchés.

La demande doit être adressée au facilitateur. Elle peut être déclarée recevable par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales :

- si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion
- si la mesure recueille l'accord des maîtres d'ouvrages concernés
- si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur
- si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur

En tout état de cause, cette demande **doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié** et les heures d'insertion réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées, au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

### 3.3.7 Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, l'entrepreneur subira une pénalité égale à **60 euros par heure** d'insertion non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entrepreneur subira une pénalité égale à **100 euros par jour de retard** à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

En cas d'absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause d'insertion sociale, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse de justifier son absence, une pénalité forfaitaire de **300 euros par absence**.

### 3.3.8 Gestion des données – RGPD

Le titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs sera confiée au Conseil Départemental de l'Hérault. Ces données seront traitées dans le logiciel « UP Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL. A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du Donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion. Le Conseil Départemental de l'Hérault est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de : - 48 mois à partir du 1er jour de votre mise en poste et 24 mois après la fin de la période concernée. OU /. ET - dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2025 inclus. - en l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum. Ces données sont destinées au service

des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mél à : [crouzet@herault.fr](mailto:crouzet@herault.fr) ou par courrier : à l'attention du délégué à la protection des données, Conseil Départemental de l'Hérault Hôtel du Département Mas d'Alco 1977 avenue des moulins 34087 Montpellier Cedex 4. Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07. La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

### **3.3 Mesures de confidentialité**

---

Les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, Les concurrents consultés considéreront comme strictement confidentiel le dossier de cette opération et ne devront communiquer aucun renseignement sur les études ainsi effectuées à qui que ce soit sans accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur.

## **4 Réalisation des prestations**

### **4.1 Conditions de réalisations des prestations**

---

#### 4.1.1 Relation avec le coordonnateur SPS :

Le coordonnateur SPS informe le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de toute violation par les intervenants des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers, le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

Le coordonnateur SPS a libre accès au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

Le maître d'œuvre communique directement au coordonnateur SPS :

- tous les documents relatifs aux avant-projet(s), projet(s) et études d'exécution ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- le calendrier détaillé d'exécution.

Le maître d'œuvre informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.

Le maître d'œuvre s'engage à :

- fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tous autres documents et informations nécessaires au bon déroulement de sa mission ;



- respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre donne suite, pendant toute la durée d'exécution de sa mission, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.

Le maître d'œuvre prend connaissance de toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le Registre-Journal de la Coordination (RJC).

#### 4.1.2 Suivi de l'exécution des travaux :

La direction de l'exécution des travaux incombe au titulaire qui est le seul responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et l'unique interlocuteur des entrepreneurs intervenants sur les travaux. Il est tenu de faire respecter l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

### **4.2 Présentation et vérifications des prestations du maître d'œuvre**

---

#### 4.2.1 Niveau d'obligation prévu au contrat :

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

#### 4.2.2 Opérations de vérifications :

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le contrat, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le contrat comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Conformément à l'article 20.2 du CCAG Maîtrise d'œuvre, l'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

Ces délais courent à compter de la date de remise par le maître d'œuvre, ou de livraison, des prestations au maître d'ouvrage, justifiée par l'accusé de réception par le maître d'ouvrage du document d'étude à réceptionner.

Par dérogation à l'article 21 alinéa 2 du CCAG, la décision de lancement d'un élément de mission ne vaut pas admission tacite de l'élément de mission précédent.

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus, conformément à l'article 21.2.2 du CCAP applicable aux marchés de maîtrise d'œuvre.

#### 4.2.3 Phases de la mission maîtrise d'oeuvre

Le maître d'œuvre proposera un planning de l'opération détaillant les différentes phases de la mission de maîtrise d'œuvre et les travaux.

La liste des différentes phases ainsi que celles des prestations confiées, des tâches à effectuer et des documents à remettre au maître d'ouvrage à l'issue de chaque phase est indiquée au sein de la note programmatique (du mois de mai 2025).

Chaque étude est à présenter au maître d'ouvrage pour approbation.

Le point de départ des délais et le nombre d'exemplaires à fournir au maître d'ouvrage sont les suivants :

<b>Eléments de mission de base</b>	<b>Point de départ des délais</b>	<b>Nombre d'exemplaires</b>
Etudes d'Avant-Projet Sommaire (APS)	Date de réception de l'ordre de service	3 exemplaires papier 1 exemplaire sur clé USB
Etudes d'Avant-Projet Définitif (APD)	Date de réception de l'ordre de service	3 exemplaires papier 1 exemplaire sur clé USB
Dossier de permis de construire et autres autorisations administratives		1 exemplaire papier 1 exemplaire sur clé USB
Etudes de Projet (PRO)	Date de réception de l'ordre de service	3 exemplaires papier 1 exemplaire sur clé USB
Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)		3 exemplaires papier 1 exemplaire sur clé USB
Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT / AMT)	Date de réception de l'ordre de service	Sans Objet
Visa des études d'exécution et synthèse (VISA)		Sans Objet
Direction de l'Exécution des		Sans Objet

Contrats de Travaux (DET)		
Assistance aux opérations de Réception (AOR)		<p>À définir</p> <p>4 jeux complets des dossiers des ouvrages exécutés (DOE) dont un sur clé USB remis à la réception du chantier</p> <p>4 jeux complets des comptes rendus de chantier dont un sur clé USB remis à la fin de la garantie de parfait achèvement (GPA)</p>

Eléments de mission de complémentaire	Point de départ des délais	Nombre d'exemplaires
Coordination des systèmes de sécurité incendie (CSSI)	Date de réception de l'Ordre de Service	Sans Objet
Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)	Date de réception de l'Ordre de Service	Sans Objet
Diagnostic (diagnostics et études préalables)	Date de réception de l'Ordre de Service	3 exemplaires papier 1 exemplaire sur clé USB
Certificat d'Economie d'Energie (CEE)	Date de réception de l'Ordre de Service	Sans Objet

#### 4.2.4 Phase « Travaux »

##### **Vérification par le maître d'œuvre des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs.**

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder, conformément à l'article 13 du CCAG applicable aux marchés de travaux à la vérification des projets de décompte mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis via EDIFLEX. Après vérification le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 13.2 du CCAG applicable aux marchés de travaux le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet au maître d'ouvrage en vue du mandatement l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Le délai d'intervention du maître d'œuvre pour vérifier le projet de décompte mensuel de l'entrepreneur et d'établissement de l'état d'acompte est fixé à **7 jours** à

compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

Ce délai est compris dans le délai global de paiement. De plus, le maître d'œuvre est tenu de faire figurer dans l'état de règlement la date de réception ou de remise de la demande de paiement de l'entreprise.

#### **Vérification par le maître d'œuvre des projets de décompte final des entrepreneurs et établissement du projet de décompte général.**

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 13.3 du CCAG applicable aux marchés de travaux et qui lui a été transmis par l'entrepreneur par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. A partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 13.4 du CCAG applicable aux marchés de travaux le décompte général.

Le délai d'intervention du maître d'œuvre pour vérifier le projet de décompte final de l'entrepreneur et l'établissement de l'état d'acompte est fixé à **7 jours** à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

Ce délai est compris dans le délai global de paiement. De plus, le maître d'œuvre est tenu de faire figurer dans l'état de règlement la date de réception ou de remise de la demande de paiement de l'entreprise.

### **4.3 Ordres de service délivrés par le maître d'ouvrage**

---

Les décisions du maître d'ouvrage prennent la forme d'un ordre de service qui est un document écrit devant être notifié au maître d'œuvre.

#### **4.3.1 Nécessité d'un ordre de service du maître d'ouvrage**

- Quand une décision du maître d'ouvrage marque le point de départ d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation (tel que notamment l'ordre donné au maître d'œuvre d'engager un élément de mission) ;
- Quand le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations de maîtrise d'œuvre ;
- Quand une décision du maître d'ouvrage est susceptible de modifier les dispositions contractuelles.

#### **4.3.2 Effets d'un ordre de service –possibilité pour le maître d'œuvre d'émettre des observations**

Le maître d'œuvre est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par le maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Lorsque le maître d'œuvre estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit les présenter par écrit au maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours calendaires sous peine de forclusion. Ce délai court à compter de la date de réception de l'ordre de service.

#### **4.4 Avenant négocié avec le maître d'ouvrage**

---

Le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage la maîtrise d'œuvre et le forfait définitif de rémunération sont arrêtés par avenant.

De plus, conformément à l'article L.2432-2 du Code de la Commande Publique, toute modification des dispositions contractuelles fait l'objet d'un avenant pour tenir compte notamment :

- des conséquences sur le marché de maîtrise d'œuvre, de l'évolution du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle ;
- des modifications éventuelles dans le contenu ou la complexité des prestations de maîtrise d'œuvre résultant des modifications de programme ou de prestations décidées par le maître d'ouvrage.

#### **4.5 Ordres de service délivrés par le maître d'œuvre**

---

Le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs, avec copie au maître d'ouvrage.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'œuvre qui les adresse aux entrepreneurs dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux.

Toutefois, dans les cas suivants :

- modification du programme initial entraînant une modification de projet ;
- notification de la date de commencement des travaux ;
- prolongation de la période de préparation des travaux qui prolonge le délai d'exécution des travaux ;
- passage à l'exécution d'une tranche optionnelle ;
- notification du prix nouveau aux entrepreneurs pour les ouvrages ou travaux non prévus ;
- interruption ou ajournement des travaux ;
- modification de la masse des travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage ;

Le maître d'œuvre ne peut émettre les ordres de service qu'après les avoir fait contresigner par le maître d'ouvrage ou avoir obtenu une décision écrite préalable.

### **5 Rémunération du Maître d'œuvre**

L'unité monétaire du marché est l'euro.

#### **5.1 Caractère forfaitaire du marché**

---

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par un prix forfaitaire selon les stipulations décrites par le CCAP du marché.

La rémunération du maître d'œuvre est établie selon un pourcentage qui s'applique au montant hors taxes des travaux.

En cas de co-traitance ou de sous-traitance prévue dans l'acte d'engagement initial, le montant et le détail des prestations donnant lieu à paiement direct sera

clairement précisé.

En cas de désignation d'un cotraitant ou sous-traitant en cours de marché, leur acceptation et l'agrément de leurs conditions de paiement seront soumis à la conclusion d'un acte spécial.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération.

## **5.2 Etablissement du forfait provisoire de rémunération**

---

Le montant du marché, fixé dans l'acte d'engagement, est provisoire ; le forfait provisoire de rémunération est le produit du taux de rémunération fixé à l'acte d'engagement par la partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée dans l'acte d'engagement.

## **5.3 Passage au forfait définitif de rémunération**

---

A l'issue de l'avant-projet définitif (APD), le montant estimatif des travaux (coût prévisionnel définitif) est accepté par le maître de l'ouvrage.

Si le coût prévisionnel définitif proposé est égal à la part de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage, le montant de la rémunération provisoire se transforme en montant définitif. Si le coût prévisionnel définitif proposé n'est pas égal à la part de l'enveloppe financière affectée aux travaux, le forfait définitif de la maîtrise d'œuvre sera fixé par avenant.

Pour passer de la rémunération provisoire à la définitive, les parties conviennent de retenir le cas où la rémunération est calculée au pourcentage, par application de la formule suivante :

**Montant définitif de la rémunération** = estimation définitive du coût prévisionnel des travaux x taux de rémunération.

Ce forfait définitif ne peut être réévalué ultérieurement que dans les cas suivants :

- évolution du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle ;
- modifications éventuelles dans le contenu ou la complexité des prestations de maîtrise d'œuvre résultant des modifications de programme ou de prestations décidées par le maître d'ouvrage.

## **5.4 Modalités de révision**

---

### 5.4.1 Mois d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de remise des offres appelé « mois zéro » et noté m0.

### 5.4.2 Révision du prix du marché de maîtrise d'œuvre

Le prix global et forfaitaire est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres.

Ce mois est appelé « mois zéro » et noté m0 dans la formule ci-dessous du calcul Cr.

Ce mois zéro est indiqué dans l'acte d'engagement.

Le présent marché est passé à prix révisables.

L'indice de référence retenu pour la révision de prix est l'indice Ingénierie ING.  
La formule de révision de prix appliquée pour le règlement des missions précitées est :

$$Pr = P0 \times Cr$$

Dans laquelle :

- Pr = prix révisé après application de la formule de révision
- P0 = prix initial hors taxes (HT) établi aux conditions économiques de l'Offre, au mois zéro
- Cr = coefficient de révision
- Le coefficient de révision Cr est donné par la formule :

$$Cr = 0,15 + (0,85 \times [Im-4 / Imo-4])$$

Dans lequel I(m-4) et I(m0-4) sont définis comme suit :

- I(m-4) correspond à la valeur prise de l'index « ING – ingénierie » au mois (m) d'exécution de la prestation moins quatre mois
- I(m0-4) correspond à la valeur prise de l'index « ING – ingénierie » au mois (m0) moins quatre mois.

Par dérogation de l'article 15 du CCAG-MOE, si la durée de l'élément de mission dépasse 2 mois, les révisions se feront index connu (Im) du mois de remise du dossier au maître d'ouvrage, en appliquant les mêmes conditions que la formule ci-dessus, à savoir : I(m-4).

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Si l'index cité ci-dessus est supprimé en cours d'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer un nouvel indice équivalent.

En cas de passation d'avenant, il ne sera pas appliqué de révision de prix sur les avenants éventuels.

Les prix TTC du marché incluant la T.V.A évolueront en fonction des éventuelles hausses ou baisses de T.V.A, sans qu'aucune démarche ne soit à accomplir par le pouvoir adjudicateur.

## 6 Engagement du maître d'œuvre

### 6.1 Engagement de la maîtrise d'œuvre sur le coût de l'opération

---

#### 6.1.1 Avant la passation des marchés de travaux

- **Enveloppe financière fixée par le maître d'ouvrage**

Cette enveloppe financière affectée aux travaux comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme de l'opération.

- **Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux**

L'avancement des études permet au maître d'œuvre, lors de l'établissement des prestations de chaque élément, de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

▪ **Estimation du coût prévisionnel des travaux établie par le maître d'œuvre et engagement**

Le coût prévisionnel est la somme des montants de travaux sur lesquels le maître d'œuvre assume sa mission et qui sont nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage.

Il est ramené au mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre défini par l'acte d'engagement.

L'engagement du maître d'œuvre intervient à l'issue de l'APD sur la base de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux.

L'estimation définitive est assortie d'un taux de tolérance **de 5 %**

**Seuil de tolérance** = coût prévisionnel des travaux x (1 + taux de tolérance)

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

▪ **Prise en compte des modifications intervenues.**

Si en cours d'exécution du marché, le maître d'ouvrage décide des modifications de programme, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence financière sur l'estimation prévisionnelle des travaux doit être chiffrée et un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant.

Le réajustement du nouveau coût prévisionnel des travaux au mois m0 des études s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index TP 01 pour l'ensemble des travaux.

▪ **Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises**

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux.

Ce coût est obtenu en multipliant le montant de l'offre ou des offres considérée(s), comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index TP 01 (catégorie infrastructure) pris respectivement au mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre et au mois m0 de l'offre ou des offres ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

▪ **Respect de l'engagement du maître d'œuvre**

Le respect de l'engagement du maître d'œuvre s'apprécie sur le coût global de référence et non lot par lot.

▪ **Conséquences du non respect de l'engagement**

Lorsque le coût de référence dépasse le seuil de tolérance défini ci-dessus, le maître d'ouvrage peut :

- soit accepter l'offre ou les offres des entreprises

- soit demander à la maîtrise d'œuvre une reprise partielle des études qui, par des adaptations du projet compatibles avec les données, contraintes et exigences du programme, permettrait de réduire le coût.



Dans ce cas, conformément à l'article 30.I alinéa 2 du décret du 29 novembre 1993, la reprise des études est effectuée sans rémunération supplémentaire.

Dans tous les cas, aucune pénalité financière ne peut être appliquée à ce stade.

#### 6.1.2 Après la passation des marchés de travaux.

- **Coût de réalisation des travaux**

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 du ou des marchés de travaux.

- **Tolérance sur le coût de réalisation des travaux**

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5 %.

**Seuil de tolérance** = coût de réalisation des travaux x (1 + taux de tolérance)

- **Comparaison entre réalité et tolérance**

Le coût constaté déterminé par le maître d'œuvre après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base M0 travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix.

**Le coût de référence** est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

- **Conséquences du non respect de l'engagement (à voir avec la DI)**

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

Montant de la pénalité = (coût de référence - seuil de tolérance) x 5 %.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

## **7 Pénalités**

### **7.1 Pénalités de retard applicables à la maîtrise d'œuvre**

Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables de l'acheteur.

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG, aucun montant plafond spécifique de pénalité pour retard n'est prévu au contrat.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG MOE, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 16.2.3 en cas du dépassement du délai d'exécution, le titulaire encourt :

Désignation	Montant de la pénalité
Retard dans la remise du diagnostic	200,00€ / jour calendaire de retard
Retard dans la remise de l'avant-projet sommaire (APS)	200,00€ / jour calendaire de retard
Retard dans la remise de l'avant-projet définitif (APD)	200,00€ / jour calendaire de retard
Retard dans la remise du projet (PRO)	200,00€ / jour calendaire de retard
Retard dans la remise du dossier de consultation des entreprises (DCE)	200,00€ / jour calendaire de retard
Retard dans la remise du Rapport d'analyse des offres	300,00€ / jour calendaire de retard
Retard dans la remise mensuel du tableau de suivi des fiches techniques modificative (FTM)	1000,00€ / jour calendaire de retard
Retard dans la remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE)	200,00€ / jour calendaire de retard
Retard dans la remise de tout autre document	100,00€ / jour calendaire de retard
Non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire	60,00 € / heure d'insertion non réalisée
Absence ou refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action relatives à l'insertion imputable au titulaire	100,00 € / jour calendaire de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage
Absence injustifiée du titulaire à une réunion de suivi de l'exécution de la clause d'insertion sociale	300,00 € / absence (après mise en demeure restée infructueuse de justifier son absence)

## 7.2 Pénalités en cas de non-respect des dispositions du code de travail sur le travail dissimulé

En cas de non-respect par le maître d'œuvre, des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du Travail, il encourt des pénalités dont le montant ne peut dépasser 10 % du montant du marché et ne peut excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 dudit code.

Le montant de la pénalité est fixé à 5 % du montant HT du marché.

## 8 Règlement des comptes au maître d'œuvre

### 8.1 Retenue de garantie

---

**Le titulaire du marché est soumis à une retenue de garantie dans les conditions et sous réserve des exceptions prévues par l'article R.2191-34 du CCP.**

Conformément à l'article R.2191-32, la retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves formulées à la réception des prestations du marché et, le cas échéant, celles formulées pendant le délai de garantie lorsque les malfaçons n'étaient pas apparentes ou que leurs conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

Le montant de la retenue de garantie est de 5% du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution.

NB : Ce taux est de 3% quand le titulaire est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article [R. 2151-13](#).

### 8.2 Avance

---

Sauf en cas de refus du maître d'œuvre indiqué dans l'acte d'engagement, si les conditions de montants et de durée d'exécution du marché sont réunies, le maître d'ouvrage versera une avance prévue par les articles L. 2191-2 et R.2191-3 du code de la commande publique dans les conditions définies ci-dessous.

En application de l'article 11.1 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage retient l'option A :

- Lorsque le maître d'œuvre, ou le membre du groupement le cas échéant, est une PME au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 30 % en application de l'article A.11.1 du CCAG-MOE ;
- Lorsque le maître d'œuvre, ou le membre du groupement le cas échéant, n'est pas une PME au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 15 % en application de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique.

### 8.3 Acomptes

---

Le règlement des prestations fera l'objet de paiement sous forme d'acomptes.

#### 8.3.1 Périodicité et demandes de paiement.

La remise des demandes de paiement intervient en début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent. A la fin des prestations, le titulaire établit un décompte final dans les conditions définies à l'article 11.7 du CCAG-MOE sur la base duquel l'acheteur établit le décompte général dans les conditions de l'article 11.8 du même CCAG.

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission.

#### 8.3.2 Acceptation de la demande de paiement par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie la demande de paiement.

Conformément à l'article 11.6 du CCAG-MOE, il la complète en faisant apparaître le cas échéant les pénalités appliquées. Si des pénalités pour retard sont appliquées, celles-ci font l'objet d'un décompte des pénalités spécifique indiquant les montants journaliers, le nombre de jours de retard, et les dates d'échéance contractuelle retenues.

## **8.4 Le solde**

---

Après constatation de l'achèvement de sa mission le maître d'œuvre adresse au maître d'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

### **8.4.1 Demande de paiement finale**

Il est fait application de l'article 11.7.1 du CCAG-MOE.

Le décompte final établi par le maître d'œuvre détaille :

- Le montant des missions complémentaires ;
- Le montant des révisions de prix applicables intégrant le dernier état des index connus à la date d'établissement du projet de décompte final ;
- Le montant des pénalités appliquées par le maître d'ouvrage et acceptées par le maître d'œuvre ;
- Le montant des éventuelles réclamations non régularisées ;
- Le récapitulatif des sommes perçues au titre des acomptes ;
- Le solde, distinguant l'incidence de la TVA.

Le maître d'œuvre notifie son décompte final au maître d'ouvrage dans les conditions énoncées à l'article 11.7.2 du CCAG-MOE.

### **8.4.2 Décompte général rendu définitif**

Il est fait application de l'article 11.8 du CCAG-MOE.

### **8.4.3 Contestation sur le montant des sommes dues**

En cas de contestation de certaines sommes portées au décompte général par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage règle, dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception des motifs pour lesquels le maître d'œuvre refuse de signer, les sommes admises dans le décompte général signé par le maître d'ouvrage.

Ce désaccord est réglé dans les conditions fixées à l'article 35 du CCAG-MOE.

## **8.5 Dématérialisation du paiement des acomptes via le service EDIFLEX**

---

Le Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur SUD (SGAMI SUD) a souhaité améliorer le traitement des demandes de paiement de ses prestataires et ainsi raccourcir les délais de paiement en utilisant une plateforme de dématérialisation des factures.

Le prestataire de service de la plateforme, retenue par le SGAMI SUD, est EDIFLEX (<https://www.ediflex.com>). Le numéro de téléphone de l'aide en ligne d'EDIFLEX est le 01.44.41.02.24.

Aussi, l'établissement des acomptes ou décomptes du présent marché, leur transmission au SGAMI SUD et les visas nécessaires à leur règlement sont gérés électroniquement via la solution de dématérialisation précitée.

L'accès au système sera possible via une simple connexion Internet, à charge du Titulaire de se munir d'une ligne Internet avec un débit suffisant.

Les frais d'abonnement, d'accès au système, de maintenance sont à la charge du SGAMI SUD. La prestation de formation initiale est à la charge du prestataire (titulaire et, le cas échéant, co-traitants et sous-traitants qui utiliseront l'outil).

Le titulaire s'engage à utiliser le service EDIFLEX conformément à sa destination.

#### 8.5.1 Fonctionnalités pour l'ensemble des acteurs

Le service EDIFLEX permet une information en temps réel sur la chaîne des validations et des montants acceptés et à payer.

Outre la suppression des délais de transmission des factures papiers, EDIFLEX permet également la création d'alertes et de relance, permettant ainsi une réduction des délais de paiement.

Par ailleurs, les situations de paiement sont archivées sur le serveur EDIFLEX pendant toute la durée du marché jusqu'à la date de fermeture du service (à l'issue de l'opération).

Ainsi, les abonnés peuvent récupérer sur leur ordinateur les situations de paiement archivées sur le centre serveur pour les éditer localement.

La confidentialité est garantie par un mot de passe que l'abonné peut changer à tout moment.

#### 8.5.2 Conditions générales d'utilisation du service EDIFLEX

L'utilisation du service EDIFLEX pour échanger des informations avec les autres intervenants a pour but de réduire les délais de circulation et visas des demandes d'acompte. Cet échange dématérialisé présente donc la même valeur juridique que les informations contenues dans une demande d'acompte sur support papier.

##### Authentification de l'abonné :

L'accès au service EDIFLEX est autorisé par l'attribution d'un code d'accès et d'un mot de passe confidentiels qui impliquent son authentification vis-à-vis des informations qu'il émet.

##### Emission d'information :

Les informations transmises à travers le service EDIFLEX sont opposables au titulaire jusqu'à preuve d'un dysfonctionnement du service.

Les validations des marchés et des demandes d'acomptes, telles que prévues dans le service EDIFLEX et conformément au circuit de vérification imposé par le SGAMI SUD, valent expression de la volonté de celui qui les a configurées.

**NB : Il est impératif que le titulaire prenne connaissance de l'annexe "convention d'interchange" jointe au présent DCE, laquelle revêt une valeur contractuelle et s'impose dans le cadre du marché.**

**Celle-ci précise les modalités d'abonnement et conditions**

## **8.6 Délai de paiement**

Le délai de paiement est de 30 jours à compter du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

Le délai de paiement ne peut être suspendu qu'une fois par le pouvoir adjudicateur, s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le contrat ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, pour le maître d'œuvre du marché ou le sous-traitant, des intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

## **8.7 Modification des coordonnées.**

Dans le délai de 10 jours à compter de la modification de ses coordonnées (changement de raison sociale, de coordonnées bancaires...) le titulaire en informe le représentant du pouvoir adjudicateur en adressant un courrier à l'adresse suivante :

**Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Sud**  
**Direction de l'Administration Générale et des Finances**  
**Bureau de la Commande Publique et des Achats**  
**299, Chemin de Sainte Marthe - CS 90495**  
**13311 MARSEILLE – Cedex 14**

**Chaque changement de RIB, SIRET doit être signalé avant l'envoi d'une nouvelle situation pour éviter les retards de paiement.**

# **9 Obligations du titulaire**

## **9.1 Assurances**

Le titulaire souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés aux personnes ou aux biens par l'exécution des prestations, avant et après réception des travaux.

Le titulaire doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie qui doivent être adaptés aux caractéristiques des travaux objet du contrat.

## **9.2 Conduite des prestations par une personne nommément désignée**

---

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG et compte tenu de l'objet du contrat, des prestations doivent être réalisées par une personne nommément désignée par le titulaire. Si cette personne n'est plus en mesure de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié.

## **9.3 Devoir d'information et de conseil**

---

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

## **9.4 Mission du mandataire du groupement**

---

En cas de groupement, le mandataire représente l'ensemble des membres du groupement de maîtrise d'œuvre vis-à-vis du maître d'ouvrage, coordonne les prestations et veille à instaurer une bonne communication entre les membres du groupement et avec le maître d'ouvrage.

A ce titre, il reçoit mandat des membres du groupement pour assurer les missions de coordination portant sur les études :

- Etablir, en liaison avec les autres membres, le planning d'ensemble et en assurer sa mise à jour ;
- Informer chaque membre du groupement de toute modification du planning et contrôler son application ;
- S'assurer de l'exécution des prestations dans les délais fixés au marché de maîtrise d'œuvre ;

- Organiser les réunions nécessaires à la coordination des prestations de maîtrise d'œuvre.

Le mandataire doit également :

- Remettre, au maître d'ouvrage, dans les conditions de forme et de délais prévus au marché de maîtrise d'œuvre, les documents (documents graphiques et écrits, situations de travaux, projets de décomptes, demandes d'acomptes, décomptes généraux définitifs, etc.) dus au titre de ce marché et s'assurer de leur approbation ;
- Réunir, tout ou partie des membres du groupement, sur leur demande ou sur son initiative, chaque fois que nécessaire, pour l'exécution de la mission de maîtrise d'œuvre ou pour l'examen de questions importantes telles que la proposition, la négociation et la signature d'avenants, la répartition des prestations supplémentaires, le dépassement des délais, la présentation d'un mémoire de réclamation, la défaillance d'un membre du groupement ;
- Le cas échéant, organiser les négociations et trancher les différends au sein du groupement de maîtrise d'œuvres ;
- Répartir, s'il y a lieu, les primes et pénalités prévues au marché de maîtrise d'œuvre ;
- Le cas échéant, assurer la tenue du compte des dépenses communes ;
- Archiver les documents régissant les rapports contractuels entre la maîtrise d'ouvrage et le groupement de maîtrise d'œuvre.

## **9.5 Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption**

---

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.



## **9.6 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

---

Conformément à l'article 6 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail de ses salariés.

## **9.7 Redressement ou liquidation judiciaire**

---

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

# **10 Fin du contrat**

## **10.1 Achèvement de la mission de maîtrise d'œuvre**

---

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement prévue à l'article 44.1 du CCAG Travaux ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période.

Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 21 du CCAG Maîtrise d'œuvre et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

## **10.2 Arrêt de la mission de maîtrise d'œuvre**

---

Par dérogation à l'article 31 du CCAG, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêt, provisoire ou définitif, de l'exécution des prestations du maître d'œuvre au terme de chaque élément de mission de la phase d'études. La décision d'arrêt définitif des prestations ne donne lieu à aucune indemnité et entraîne la résiliation du contrat.

## **10.3 Résiliation pour motif d'intérêt général**

---

A tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire. L'indemnisation est fixée à 2,5 % du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées. Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

## **10.4 Utilisation des résultats**

---

Conformément au CCAG, le titulaire concède ses droits sur l'utilisation des résultats des prestations du contrat à titre non exclusif. Les autres dispositions du CCAG en matière de propriété intellectuelle s'appliquent.

## 11 Droit et langue

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Tous les documents et correspondances doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

## 12 Dérogations aux CCAG applicables à l'opération

CCAP	CCAG MOE
Art. 1.5 relatif à la déclaration de sous traitance en cours d'exécution du marché	Article 3.6.2
Art. 4.2.2 relatif aux opérations de vérifications	Article 21 Al.2
Art.5.4.2 relatif à la Révision du prix du marché de maîtrise d'œuvre	Article 15
Art. 7.1 relatif aux pénalités	Article 16.2.1 Article 16.2.2 Article 16.2.3 Article 16.2.4
Art.10.2 relatif à l'arrêt de mission de MOE	Article 31